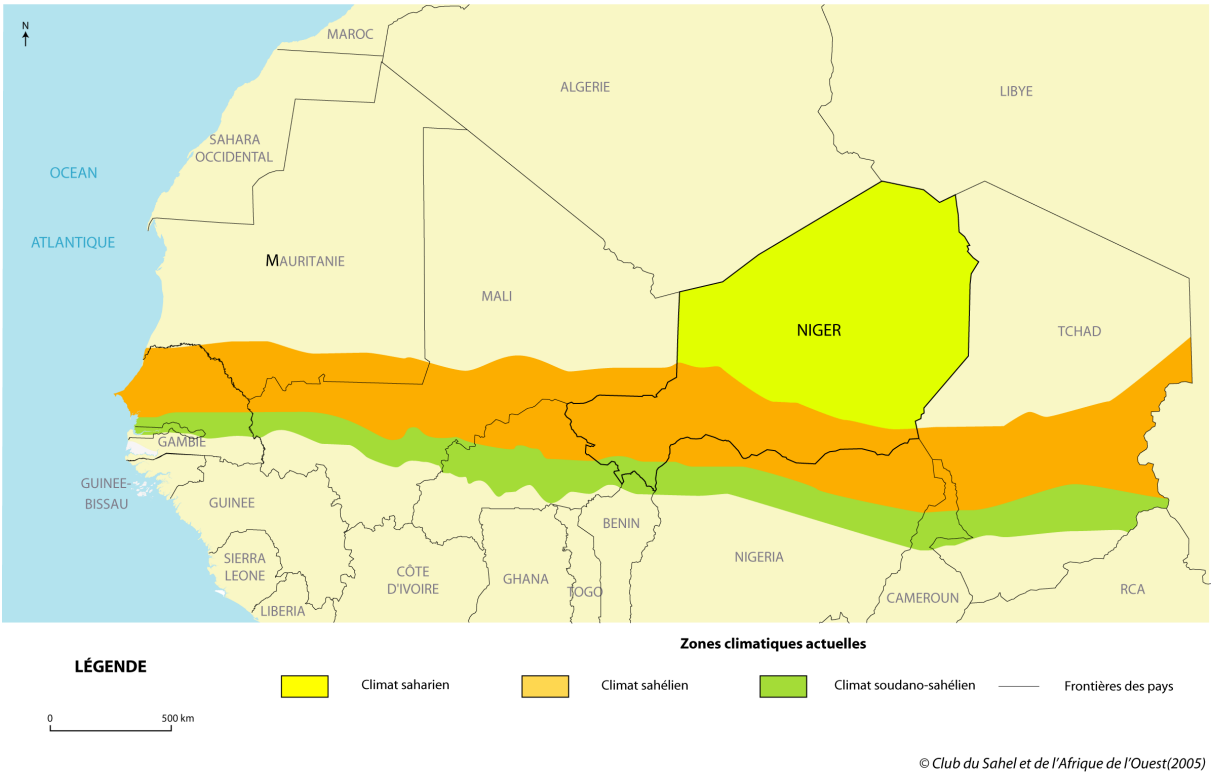
Agriculture familiale et souveraineté alimentaire

Mon rôle est de vous expliquer pourquoi les grandes ONG de développement, et en particulier le CCFD, fondent leur discours sur l'agriculture sur deux idées fortes :

l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire.

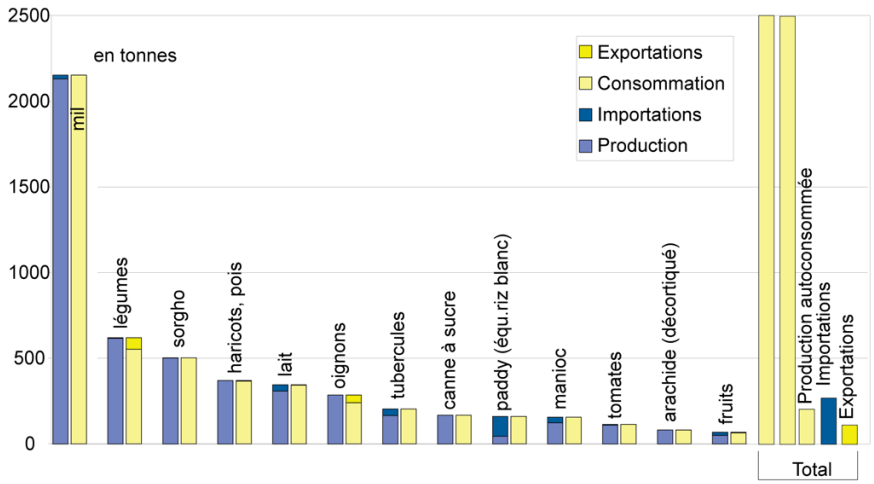
Pour ancrer mon exposé dans le concret, je vais partir de l'exemple d'un projet que le CCFD soutient au NIGER, et à partir de cet exemple, je tâcherai de vous montrer pourquoi le soutien de l'agriculture familiale nous parait être une condition nécessaire à l'existence d'une agriculture
- capable de nourrir tous les hommes de la planète ;
- respectueuse de l'environnement et des ressources naturelles ;
- servant de support à un développement économique équitable et partagé.

ZONES ÉCOLOGIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST



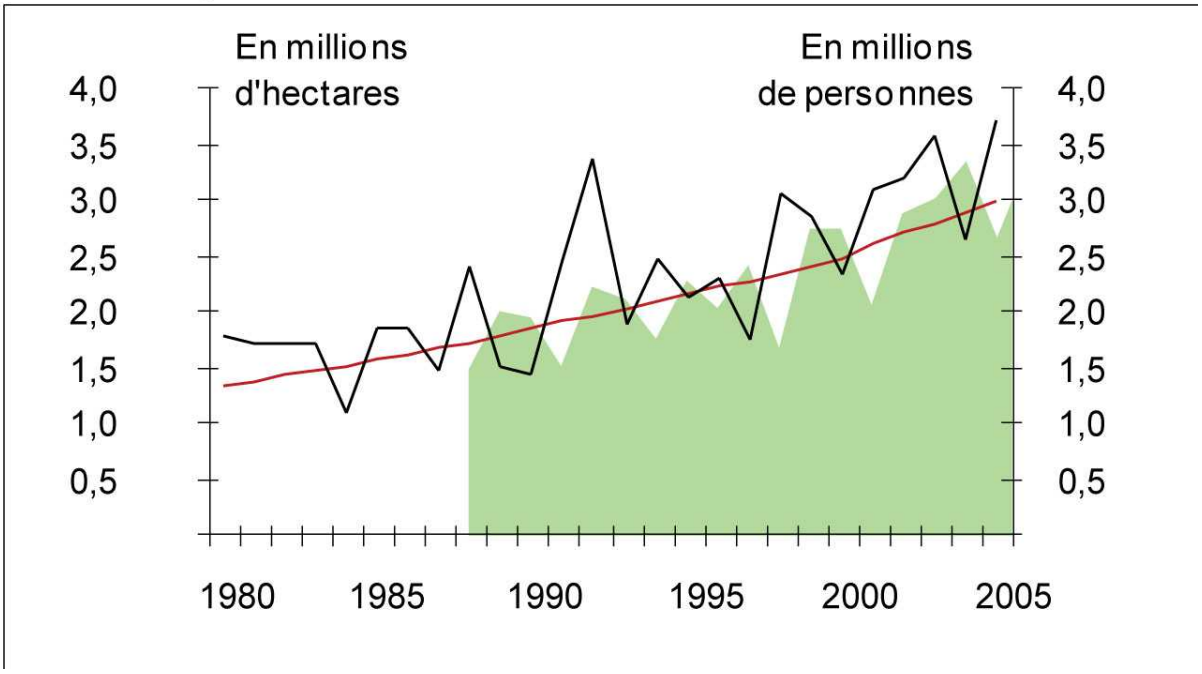
Le Niger, c'est un des pays du Sahel, un de ces pays dont on a une image de misère, et ce n'est pas qu'une image, puisque plus de la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. C'est un des derniers pays selon l'IDH, l'indice de développement humain (174/177).
Si le Nord du Niger, c'est le Sahara, c'est des dunes et des rochers, la partie Sud, sahélienne, permet une réelle production d'élevage, et le Sud Ouest, à proximité du fleuve Niger, est une zone favorable aux cultures.
75 % de la population est rurale, et l'agriculture représente 40% du PIB.
La population rurale est une population pauvre.
C'est essentiellement l'agriculture locale qui nourrit la population du Niger :

Origine et destination des principaux produits alimentaires



Ce graphique nous montre en bleu l'origine des produits alimentaire, qui peut-être la production ou l'importation, et en jaune leur destination, c'est-à-dire consommation ou exportation. A droite, on a le total global, tous produits confondus, en jaune, et puis les importations et les exportations. La conclusion est évidente, ce n'est pas le commerce international qui nourrit les nigériens.
Compte tenu de l'accroissement de la population, est-ce que cette situation peut durer ?
Est-ce que toutes les terres ne sont pas exploitées dans un pays où la malnutrition est chronique ?
Eh bien non, et on va essayer de comprendre pourquoi.

Evolutions:
- des superficies cultivées
- de la population agricole
- de la capacité à l'autosuffisance alimentaire



On voit sur ce graphique que la croissance des surfaces cultivées (la courbe en noir) évolue globalement en même temps que la croissance de la population (la courbe en rouge), malgré des accidents.
On peut aussi lire la production de céréales, exprimée en pourcentage des besoins d'autosuffisance alimentaire c'est la surface verte :
- ça nous permet de dire deux choses importantes :
Quand la production de céréales est inférieure aux besoins alimentaires de la population, il y a immédiatement une augmentation brusque de la surface cultivée :

- Quand les prix augmentent, d'une part, les producteurs installés essaient d'accroître leur production, et d'autre part ceux qui n'arrivent plus à acheter de quoi se nourrir vendent leur terre, et vont en défricher une autre, jusque là délaissée car moins bonne ou moins bien située, ce qui contribue encore à la croissance des surfaces.

Quand les surfaces cultivées augmentent, il peut se produire deux situations :
Soit la production augmente, donc les prix de marché chutent, et les petits producteurs sont obligés de partir : en effet, au Niger, on ne fonctionne pas en autarcie. La plupart des agriculteurs sont relativement spécialisés, mais dépendent du marché pour une partie importante de leur besoins (vêtements, matériels, semences,…). Ils en dépendent aussi, ce que nous avons du mal à appréhender, pour leur alimentation : ils vendent par exemple le mil qu'ils produisent en excédent, et achètent en échange d'autres produits. Si le cours du mil chute, les producteurs de mil n'ont plus qu'une solution : partir, d'où chute brutal des surface cultivées. On le voit en plusieurs points de la courbe.
L'autre éventualité, quand la surface augmente, c'est qu'il y ait une sécheresse ou un autre accident, et la production stagne malgré l'augmentation des surfaces. Les paysans travaillent mais ne récoltent pas, et sont rapidement réduits à la misère, avec au final une nouvelle chute de la production globale.
Pierre nous dira tout à l'heure que ce phénomène de fluctuation de la production existe partout dans le monde : il est illusoire d'espérer un équilibre entre le volume des productions, qui fluctuent très

fortement en fonction de la météo et des surfaces en cultures, et les besoins alimentaires, qui sont stables, parce que cher ou pas cher, on a chaque jour besoin de la même quantité d'aliment.

Vous saviez que les agriculteurs du monde se plaignent de la météo, et bien sachez qu'ils se plaignent aussi régulièrement du marché, à cause de ses chutes brutales, aussi prévisibles qu'inévitables.
Enfin, inévitables… C'est une question de régulation des marchés, et dans la plupart des pays, on a longtemps régulé les prix des produits agricoles. En Europe, la régulation a été la pierre angulaire de la PAC, la politique agricole commune. Jusqu'à ce que les accords de l'OMC ne poussent à faire autrement…
Mais ne prenons pas trop d'avance sur le sujet, on approfondira ce thème tout à l'heure. Revenons au Niger.

Si l'agriculture Nigérienne est en déficit permanent, si les agriculteurs sont tôt ou tard condamnés à faire faillite et à devoir faire autre chose, qu'est-ce qu'on attend pour trouver une solution qui marche, et qui permette effectivement de nourrir la population ?

Et bien voilà : il y a au Niger des paysans et des paysannes qui connaissent assez bien l'agriculture, qui ont fait un bilan, et qui affirment : les sahéliennes peuvent nourrir le sahel !

Le raisonnement s'appuie sur quelques éléments simples.
Premièrement, aujourd'hui, l'agriculture sahélienne ne produit pas assez pour couvrir les besoins, mais elle en couvre quand même la plus grosse partie. Nous l'avons vu tout à l'heure. Est-il plus facile d'accroître la production actuelle de 15 ou 20 %, ou bien de multiplier les importations par 4 ou 5, sans avoir de ressources pour payer ces importations ?
En tout cas, au Niger, la productivité n'est pas très difficile à augmenter : on utilise 1.1 kg d'engrais par hectare, contre 8.2 en moyenne en Afrique de l'Ouest, et 137 kg en France, en 2005. On avait passé les 200 en 1990 !
Deuxièmement, un petit agriculteur est inévitablement confronté aux secousses du marché, auxquelles il a bien du mal à résister. Une façon efficace de le faire est l'organisation collective : ensemble, on ne subit plus totalement le marché, on peut contribuer à le rationaliser.

C'est le projet de l'association Afrique Verte AcSSA, que soutiennent en partenariat le CCFD et le Conseil Général du Puy de Dôme. Celui-ci s'est engagé avec nous pour deux ans, en contrepartie, si j'ose dire, de l'implication de notre mouvement dans l'éducation au développement des habitants du département.

Concrètement, Afrique verte s'occupe :
- d'un appui à la commercialisation des céréales au Niger, au travers des banques céréalières,
- d'un appui aux groupements féminins pour la transformation des céréales locales,
- d'un appui à la production par la promotion des semences locales améliorées (non OGM),
- d'un renforcement des capacités professionnelles techniques des responsables des organisations paysannes, à travers des actions de structuration et de formation.

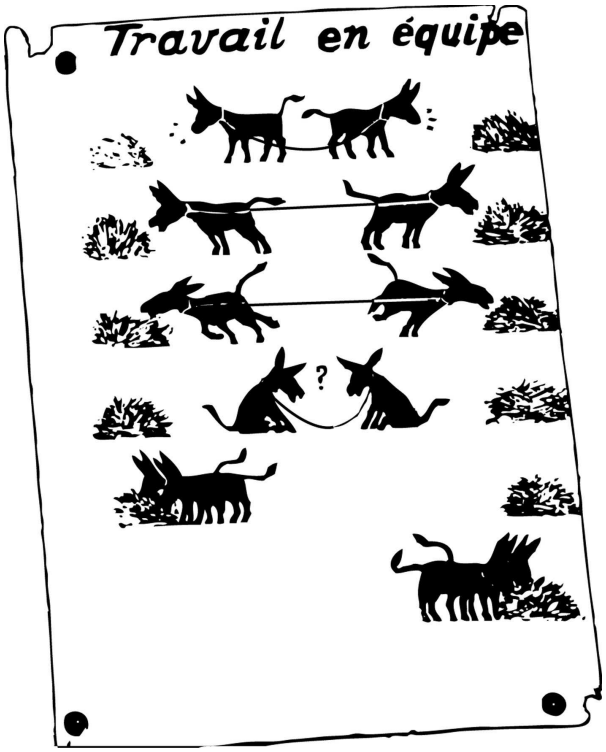
Ce qui se traduit par :
- des revenus croissants pour les producteurs des régions agricoles excédentaires,
- une facilité d'approvisionnement pour les zones déficitaires,
- un renforcement institutionnel et organisationnel des organisations paysannes.

Ce qui est au cœur de tout ça, c'est la banques céréalière villageoise, une réserve de céréales constituée au moment des récoltes et gérée par une organisation paysanne villageoise, conservée et stockée en vue d'être revendue à un prix compétitif aux membres de l'organisation lorsque les céréales deviennent rares et chères sur le marché national.

En effet :
- une des difficultés des producteurs est liée à leur manque de trésorerie : la récolte correspond à la seule rentrée d'argent de l'année, et à ce moment-là, le prix des céréales chute du fait du grand nombre de vendeurs ayant rapidement besoin d'argent frais ;
- l'apport d'un peu de trésorerie fournie par le CCFD permet un stockage communautaire et un report de la vente sur des périodes plus favorables. C'est donc une forme comme une autre de micro-crédit.

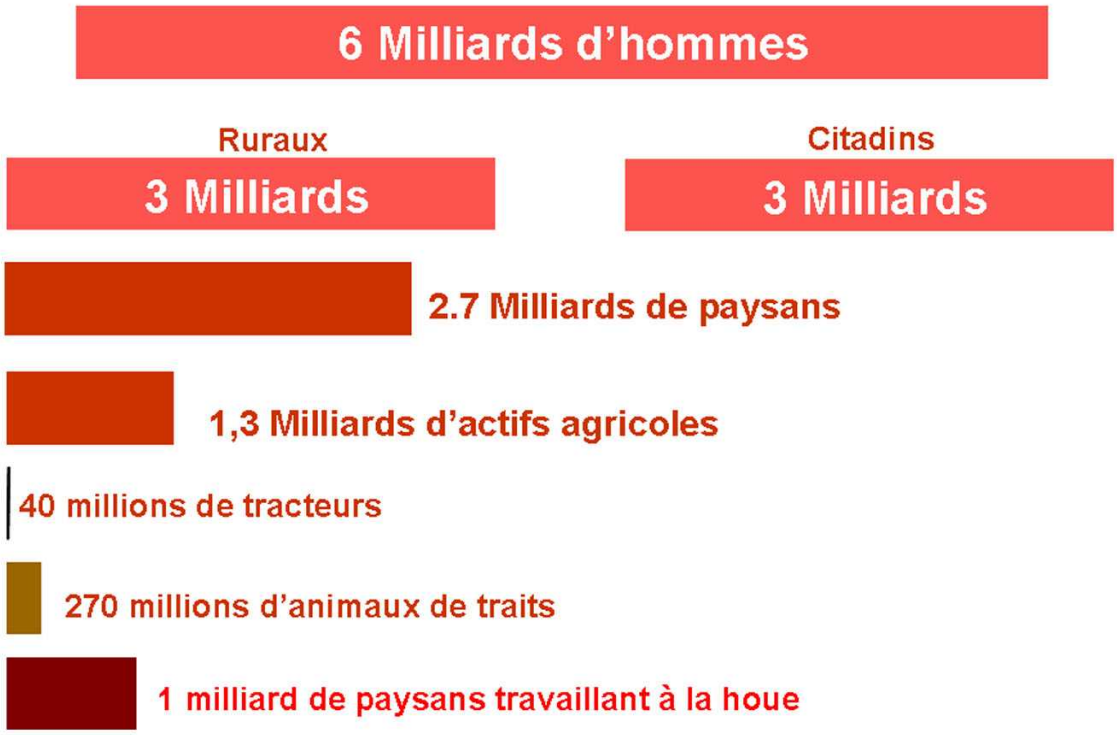
Dans tous les cas, pour le bon fonctionnement, et la pérennité de la banque céréalière, il convient de réunir un ensemble de compétences solides dans les domaines :
- du négoce ;
- de la gestion des stocks ;
- de l'entretien et la maintenance des magasins de stock ;
- du contrôle qualité et quantité ;
- du management et de l'animation ;
- de la gestion financière et le suivi.

Tout un programme de formation est donc mis en place, à partir d'initiatives locales, pour développer ces compétences.



L'image que nous voyons ici est un indicateur significatif du niveau de formation des publics, et du chemin à parcourir avant d'en faire des gentlemen farmers. Pourquoi, dans ces conditions, faisons nous le choix de soutenir une agriculture familiale toujours rudimentaire, par essence peu productive et fragile, alors qu'il semble urgent de mécaniser au minimum pour atteindre une productivité suffisante ?

Ma réponse va partir d'éléments un peu éloignés de ce que nous avons dit jusqu'à maintenant, mais je crois qu'elle est convaincante :



Sur terre, nous sommes près de 6 milliards, dont 50 % de ruraux et 50 % de citadins.
Parmi les ruraux, il n'y a pas que des agriculteurs, mais on estime qu'il y a 2.7 milliards de personnes vivants de l'agriculture, dont 1.3 milliards d'actifs agricoles.

Si on fait le compte des moyens de productions, il y a dans le monde :
- 40 millions de tracteurs,
- 270 millions d'animaux de trait,

Il y a donc un milliard de paysans qui, pour travailler n'ont que leurs mains et une houe.

Ces paysans exploitent en moyenne 1 ha, et en tirent, toujours en moyenne, une tonne de céréales par an. La limite à laquelle ils sont confrontés, c'est leur propre force de travail, le temps qu'il faut pour labourer ou récolter. C'est à peu près la situation qu'il y avait dans nos campagnes à la fin du XVIIIème siècle.

Aujourd'hui, en France, un céréalier cultive environ 100 ha et récolte entre 6 et 10 tonnes à l'hectare : 8000 fois plus qu'en travaillant à la main !
Ce qui fait la différence, c'est la mécanisation, grâce à laquelle la force de travail, donc la capacité à gérer de plus grande surface, ne connaît plus de limite.

Si on veut permettre à des paysans pauvres un développement raisonnable, qui permette un minimum de mécanisation, il faut nécessairement envisager des structures plus grandes. Peut-être 10 ha ?

Pour multiplier la surface de chaque exploitation par 10, il va falloir diviser le nombre d'exploitants par 10. On aura au final 100 millions de paysans modernisés, et 900 millions de personnes privées de travail. Ça représente 2.3 milliards de personnes privés de revenu…

Que peut-on leur proposer ?
Est-ce que l'industrie va leur fournir du travail, comme elle en a fourni en Europe au XIXème et au XXème siècle ?

Nous ne sommes plus au temps de la révolution industrielle, mais à une époque où on prend conscience du fait que les ressources naturelles sont limitées.

Les chiffres cités ne sont pas seulement théoriques. Ils correspondent aujourd'hui à des réalités bien concrètes. Par exemple, en Indonésie, la surface exploitée par une famille est inférieure à un demi hectare. Ces exploitations familiales sont remplacées à grande vitesse par de grandes plantations de palmiers à huile, de plusieurs centaines d'hectares, qui emploient en moyenne une personne pour 100 ha : le bilan est effarant : un emploi créé, 199 de supprimés… Même si on ajoute les quelques emplois induits dans le transport ou la transformation, le compte est loin d'y être !

La première raison qui pousse les ONG et des organismes de références comme la FAO ou le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) à privilégier une agriculture familiale est donc une considération sociale, incontournable et essentielle.
Il y en a d'autres, mais avant de les développer, je voudrais préciser un peu ce que l'on appelle agriculture familial.
Traditionnellement, la notion d'agriculture familiale repose sur l'idée d'une identité entre famille et exploitation.
L'unité de production est une famille c'est à dire entre autre, un groupe de travail dont les membres sont unis par des liens de parenté, un groupe qui se constitue et se renouvelle sur la base des relations familiales.
Cadre de l'activité familiale, l'exploitation fournit un revenu permettant d'assurer la subsistance du groupe et représente un patrimoine dont la transmission apparaît un objectif essentiel des stratégies de reproduction du groupe familial.

En France, l'agriculture est encore fortement familiale, même si elle évolue rapidement depuis quelques années. Au Royaume Uni ou aux USA, ce ne sont pas des familles, mais des sociétés qui exploitent les terres, par l'intermédiaire d'une main d'œuvre rémunérée.

Les visages de l'agriculture familiale peuvent être très différents selon les régions du monde : Elle peut être moderne et intensive en occident ou en Asie du sud est, et encore ancestrale dans certaine région d'Afrique. Suivant le contexte, elle peut être autarcique, ou fortement appuyée sur le marché, comme nous l'avons dit pour le Niger.

Si on se limite à la seule Amérique du Sud, on peut différencier 5 grands systèmes d'agriculture familiale, qui n'ont pas grand-chose à voir les uns avec les autres, si ce n'est qu'il s'agit d'agriculture familiale permettant à des gens de vivre :

Les groupes indigènes de chasseurs-pêcheurs-cueilleurs qui pratiquent des agricultures forestières (systèmes d'abattis-brûlis, jardins forestiers) ou systèmes d'agriculture de décrue au bord des fleuves. Ils revendiquent aujourd'hui la reconnaissance de leurs droits sur leurs territoires ancestraux, menacés par la frontière agricole, l'exploitation forestière et les installations pétrolières.
Les agriculteurs et éleveurs des anciennes communautés indiennes, dont les systèmes sociaux ont évolué de manières différentes suivant les contextes, mais qui continuent souvent à avoir des mécanismes propres de gouvernance du territoire et de gouvernement interne.
Les agriculteurs et les éleveurs incorporés comme main-d'oeuvre des haciendas, qui sont devenus des producteurs indépendants à la suite des réformes agraires ou des évolutions propres des haciendas.
Les agriculteurs et éleveurs qui ont fui le système colonial ou esclavagiste (noirs marrons au Brésil, « paysans métis » des zones de frontière agricole, migrants quetchua ou aymara du versant amazonien

des Andes ayant rompu les liens avec leurs communautés d'origine). Ils constituent une partie considérable du paysannat latino-américain d'aujourd'hui.
Les descendants des migrants européens dont la grande majorité a continué à travailler sur des surfaces de plus en plus petites avec des outillages d'agriculture attelée.

Il ne faut donc pas trop simplifier le schéma, et garder à l'esprit la grande diversité des situations.

Il faut aussi se garder d'appréciations trop rapides : Il existe un certain nombre de mythes ou de caricatures sur l'agriculture familiale :

Agriculture familiale = petite agriculture	Les agricultures sont plurielles et offrent des types extrêmement différenciés allant du petit paysan sans terre à l'exploitation agricole mécanisée pouvant avoir recours au salariat.
Agriculture familiale = anti-économique	Il n'est pas du tout évident que les grandes exploitations sont plus rentables que les petites : la productivité à l'hectare est en générale bien meilleure dans les secondes. Un farmer du middle Ouest produit 2 à 3 tonnes à l'hectare, sur plusieurs centaines d'hectares, un beauceron une dizaine de tonnes à l'hectare sur 100 ha, et un indonésien jusqu'à 18 tonnes sur 0.5 ha : 6 fois plus que l'américain, sans OGM, sans pollution, sans aides de l'état ! Par contre, la limite du système, c'est une faible productivité par travailleur, avec des situations qui peuvent devenir critiques. En conditions défavorables, comme au Niger, la productivité est parfois plus faible que les besoins d'autoconsommation…
Agriculture familiale = rigidité	Les agricultures familiales ont fait preuve de dynamisme, de flexibilité, de capacités à innover, à fournir de meilleures réponses aux signaux des marchés et à s'adapter aux changements rapides du contexte économique et institutionnel. Dans son rapport annuel sur la sécurité alimentaire, la FAO salue l'évolution du Ghana, qui avait 35 % de personnes sous-alimentée en 1990-92, et qui est aujourd'hui à moins de 8%. Les Ghanéens sont actuellement deux fois plus nombreux à revenir à l'agriculture qu'à la quitter
Agriculture familiale = marginalité	L'agriculture familiale peut contribuer très largement à l'alimentation des villes. C'est notamment le cas en Amérique du Sud, où les cultures vivrières sont pour l'essentiel le fait de l'agriculture familiale

Les atouts de l'agriculture familiale sont :
- les faible besoins en capitaux
- l'emploi de la main d'œuvre familiale, dans un cadre pérenne : l'emploi ne dépend pas totalement de la situation économique d'un employeur.
- une très grande adaptabilité à tous les pays, tous les climats, toutes les conditions de sols : Elle permet en particulier le maintien de l'activité dans les zones difficiles ou isolées. Il n'y a pas a priori de terre agricole que l'agriculture familiale ne puisse pas valoriser. Au contraire, l'agriculture industrielle ne sait valoriser que les meilleures terres.

Un fonctionnement prioritairement local, c'est-à-dire ne nécessitant pas d'infrastructures lourdes pour le transport, le stockage et la distribution de l'alimentation. A noter que de telles infrastructures, indispensables pour les importations, seraient si elles étaient créées de formidables outils de pouvoir, et donc l'objet de beaucoup de tentations peu avouables. L'Afrique n'a pas besoin de ça en plus !
Forte contribution au respect de l'environnement, en particulier par le maintien de la biodiversité.

Elle contribue à une dynamique globale de l'espace rural, en y maintenant une population nombreuse, avec les conséquences que ça a sur l'organisation sociale, la présence de commerce, de services, d'écoles…

Elle a aussi des inconvénients qu'il ne faut pas cacher :
- la faible productivité par travailleur - je n'y reviens pas ;
- la difficulté à obtenir une production standardisée adaptée aux formes modernes de marché ;
- les dégâts environnementaux possibles, quand on se situe dans une perspective productiviste (en Bretagne, c'est bien une agriculture familiale qui est responsable de la pollution par les nitrates), ou dans une logique à très court terme (autrefois, c'était les effets néfastes de l'écobuage, du surpâturage, aujourd'hui, on peut polluer énormément avec une toute petite bouteille de produit mal utilisée…

Mais le principal inconvénient de l'agriculture familiale est sa fragilité par rapport aux effets de la météo et du marché : on en a déjà parlé : La production varie forcément, alors que la consommation est stable : le producteur est condamné a être pris en ciseaux quand les cours s'effondrent, et une exploitation familiale ne peut pas avoir une surface financière suffisante pour y résister.
La seule solution que l'on a inventée jusqu'à aujourd'hui pour résoudre le problème a été la régulation des marchés par les autorités.

C'est à cause de ce besoin de régulation que je vais vous parler de souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire, c'est la possibilité pour chaque pays de faire des choix politiques et de mettre en œuvre des stratégies de développement pour atteindre la sécurité alimentaire, et plus largement pour promouvoir un développement humain juste et équitable.

En pratique, pour les ONG françaises (je cite :)
« Chaque pays doit avoir le droit de choisir librement le mode d'approvisionnement en produits alimentaires qu'il souhaite, en conformité avec l'intérêt collectif national ou régional. Ce principe assigne aux Etats la maîtrise des choix essentiels qui concernent les modes de production, de transformation et de commercialisation des produits alimentaires. »

Le concept de souveraineté alimentaire a été proposé pour s'opposer à aux effets d'un libéralisme considéré comme excessif.
Ce libéralisme excessif aurait deux origines :
- les agences internationales que sont la Banque mondiale et le FMI, qui ont conditionné leurs aides à des politiques d'austérité et de désengagement de l'état, conduisant à des privatisations très rapides et très étendues, ce qui a par exemple fait éclater les organisations cotonnières et ruiné cet aspect de la production agricole africaine.
- La volonté des états exportateurs (L'Europe, les Etats unis, mais aussi des pays en développement comme le Brésil, de s'ouvrir de nouveaux marchés) au nom des principes de concurrence libre et non faussée qui est devenue la règle depuis le mise en place de l'OMC, en 1995.

L'exemple de la ruine de la production africaine de poulets par les exportations européennes, brésiliennes et thaïlandaises permet de bien comprendre les mécanismes.
En 1996, le Cameroun importait 976 tonnes de volailles congelés.
7 ans plus tard, en 2003, les importations culminaient à 22 000 tonnes. 22 fois plus !

Comment une telle croissance est-elle possible ?

En Europe, on consomme surtout le blanc des poulets. Les pattes et les ailes ne trouvent pas preneurs. On les a donc exportées, congelées, pour 50 centimes d'euros le kilo.

Au Cameroun, le poulet vivant se vend à plus d'un euro de kilo, et il faut encore le tuer, le vider, le plumer… Le consommateur a vite fait son choix.

Résultat, la filière camerounaise, qui occupait des éleveurs, mais aussi des transporteurs, des marchands de gros, des revendeurs au détail, des tueurs, des plumeurs, au total 110 000 emplois, tout s'est effondré. Sur 100 producteurs autour de Yaoundé, il est restait 8 !

Je ne vous parle pas de l'état des poulets congelés, qui sortent du congélateur en quittant le bateau dans le port de Douala, et sont vendus une semaine plus tard à 400 kilomètres.

Les producteurs Camerounais se sont évidemment rapidement mobilisés et se sont tournés vers le gouvernement Camerounais. Qui leur a répondu : C'est la faute de l'OMC ! Concurrence libre et non faussée. Circulez, il n'y a rien à voir, et je ne peux rien pour vous.

Comme ils ont la chance d'être organisés, les producteurs n'ont pas laissé tomber : ils ont mobilisé les consommateurs Camerounais, et ont lancé une pétition qui a recueillie plus de 600 000 signatures. Pas mal pour un pays de 12 millions d'habitants.
Ils se sont aussi appuyés les ONG du Nord, qui ont aussi lancée des campagnes d'opinion,
« Quand l'Europe plume l'Afrique ». Peut-être avez-vous signé nos pétitions ?
Les objectifs étaient multiples :
Mobiliser les citoyens de l'Union Européenne
Leur faire percevoir que la politique de l'Europe a des conséquences, et que cette politique est liée aux décisions prises dans le cadre de l'OMC ;
Faire pression sur les gouvernements pour provoquer une évolution de leur position dans les négociations internationales.
Aboutir, in fine, à la possibilité pour les pays d'Afrique de mettre en place des barrières douanières, qui leur permettent de taxer le poulet importé de façon à ramener son prix au niveau du marché, et de bénéficier ainsi de rentrées d'argent permettant de financer le développement de l'agriculture locale : exactement la politique mise en place en Europe en 1962, celle qui a servi de fondement à notre agriculture actuelle.

On peut se féliciter de résultats de cette mobilisation collective, ici et là-bas :
Le gouvernement Camerounais a pu taxer, sans protestations internationales, les importations à partir de janvier 2006. Il a embauchés 900 contrôleurs sanitaires pour une meilleure gestion de la sécurité sanitaire.
Les importations quasiment cessées, et la production de poulets locale a repris courant 2006. En contradiction donc avec les principes qu'elle a défendu jusqu'à présent.
L'Union Européenne et le gouvernement français se sont engagés à être attentifs à ce type de problème, et a y chercher des solutions dans les négociations internationales, notamment celles concernant les accords de partenariat avec les Pays en développement (Les accords dit APE, qui doivent remplacer les accords ACP, eyt qui sont encore en cours de discussion).

On peut aussi se féliciter d'un impact à long terme :
Les organisations paysannes ont convaincu le gouvernement camerounais de la nécessité de développer et de structurer la filière volaille, et obtenu, fin 2007, des subventions pour le faire. Plus fort, les financements correspondants ont été accordés par la banque mondiale elle-même !
La filière en cours d'organisation refuse de voir les poulets nourris à base de céréales importées, et c'est donc une seconde organisation qui se met en place, pour les produire sur place.

A la base de la situation que nous venons de décrire, il y a une grande inégalité entre différents groupes de pays, face à une règle de libre échange qui s'impose à tous, dans le cadre de l'OMC :
Les pays agricoles du Nord (Europe, EU), qui subventionnent fortement leur agriculture, et qui veulent néanmoins lui ouvrir les marchés d'exportation : ce sont des libéraux prudents ;

Les pays fortement exportateurs de produits agricoles, l'Australie, la Nouvelle Zélande mais aussi, depuis peu et en croissance très rapide, le Brésil, l'Argentine, la Thaïlande : très concurrentiels sur les marchés, ils jouent à fond la liberté des marchés. A noter que les grosses entreprises de ces pays sont très souvent issues des pays précédents.
Les autres, qui regardent ou qui subissent.
Pour ces pays,, la souveraineté alimentaire, c'est la possibilité de défendre une agriculture familiale en mettant en place des outils de régulation des échanges internationaux, en contradiction avec le principe de libre échange mis en place dans le cadre de l'OMC.

C'est aussi la possibilité, pour ces états, de s'opposer à des sociétés bien plus puissantes qu'eux :
Six sociétés qui se partagent 85% du commerce mondial des céréales ; huit sur 60% des ventes mondiales de café ; trois détiennent 83% des ventes de cacao dans le monde et trois se répartissent 80 % du commerce des bananes : voilà des sociétés avec lesquels un gouvernement du sud doit éviter de se battre…
En Indonésie, Danone achète les terrains autour des ressources d'eau captables, et propose ensuite de revendre cette eau aux collectivités, pour qu'elles la distribuent. Pas d'accord sur le prix ? pas d'eau !

Voilà pas loin de trente ans que l'Europe se bat avec les Etats-Unis pour obtenir le droit de refuser d'importer des animaux nourris aux hormones, et elle n'a pas gain de cause. Que peut faire un petit état du sud, quand il y a un tel déséquilibre des forces ?

Pour conclure sur la souveraineté alimentaire, je crois que la question à se poser est bien une question de régulation internationale.
Aujourd'hui, il existe deux organismes de régulation internationale :
L'ONU, qui a mis en place toute une politique concernant la faim et le développement, au travers des agences que sont la FAO, le Programme Alimentaire Mondial, Le Fonds International pour le développement, la CNUCED, conférence des Nations Unis pour le commerce et le développement, tous ces organismes qui travaillent tant bien que mal à dégager l'intérêt commun et à aboutir à un consensus,
Et puis l'OMC, qui est totalement indépendant, et dont les membres ne sont pas tenus de mettre en œuvre les décisions collectives prises dans le cadre de l'ONU. Actuellement, un pays qui souhaite ne pas se soumettre aux décisions prises au sein de l'ONU (par exemple, qui refuserait de réduire ses émissions de gaz à effet de serre) peut néanmoins recourir à l'OMC pour obliger les autres états à acheter les produits obtenus en infraction.

Dans le cadre de l'OMC, on gère en effets les conflits à la seule lumière des accords de libre-échange signés à Marrakech. C'est uniquement la conformité à ces principes qui fonde les décisions du tribunal des conflits de l'OMC. Une des revendications importantes des ONG est que les décisions prises dans le cadre de l'ONU aient un cadre contraignant dans celui de l'OMC.

Pour en savoir plus :

Sur la situation alimentaire au Niger :

Le profil de sécurité alimentaire établi par l'OCDE :
http://www.oecd.org/dataoecd/39/33/41642919.pdf
Le site d'Afrique Verte
http://www.**afriqueverte**.org

Sur l'agriculture familiale :

Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi ?
L'ouvrage « Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi ? », est un ouvrage produit dans le cadre du travail de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination SUD.
http://emploi.coordinationsud.org/IMG/pdf/Agricultures_familiales_Coordination_SUD.pdf

Sur la souveraineté alimentaire :

Le texte de référence du CCF, sept 2004
http://www.ccfd.asso.fr/e_upload/pdf/ccfd-ref-souverainete-alimentaire.pdf

Quelques sites de référence

FAO : http://www.fao.org/index_fr.htm
Le rapport annuel sur l'insécurité alimentaire 2008
http://www.fao.org/docrep/011/i0291f/i0291f00.htm
et de très nombreux autres documents

Coordination Sud, coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale
www.coordinationsud.org

CRID, Centre de recherche et d'information pour le développement, collectif de 54 associations française de solidarité internationale
http://www.crid.asso.fr